



## ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 27/10/2017

Votre annonce n°17-152542 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Un accusé réception vous sera envoyé par courriel pour confirmation de sa transmission ce jour à l'OPOCE.

**Attention :**

Cette annonce n'est plus modifiable.

Toute demande de correction ou d'annulation devra faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après publication au BOAMP et au JOUE.

Les éventuelles corrections effectuées par le JOUE sur votre annonce avant publication ne pourront pas être prises en compte par le BOAMP. Dans ce cas, ces corrections devront faire l'objet d'un avis rectificatif publié au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.  
Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).  
En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.  
> [Contact client](#)

**J02 Avis de Marché appel d'offre standard Dir24**

Département(s) de publication : 13  
Annonce No 17-152542

I. II. III. IV. VI.

**AVIS DE MARCHÉ**

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

**SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR****I.1) NOM ET ADRESSES**

CNRS Marseille, 31 chemin Joseph Aiguier, Point(s) de contact : Odile Martin, 13009, Marseille, F, Téléphone : (+33) 4 91 16 42 53, Courriel : [appel.offres@dr12.cnrs.fr](mailto:appel.offres@dr12.cnrs.fr), Code NUTS : FRL0

**Adresse(s) internet :**

Adresse principale : <http://www.provence-corse.cnrs.fr/>  
Adresse du profil acheteur : <http://www.provence-corse.cnrs.fr/>

**I.2) PROCÉDURE CONJOINTE****I.3) COMMUNICATION**

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

autre adresse : CNRS, Marseille, F, Courriel : [travaux@dr12.cnrs.fr](mailto:travaux@dr12.cnrs.fr), Code NUTS : FRL, Adresse internet : <http://www.provence-corse.cnrs.fr>

**Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :**

par voie électronique à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr/>

à l'adresse suivante : CNRS, Service financier et comptable Opérations immobilières - bureau n°3015 31 chemin Joseph Aiguier, Point (s) de contact : Odile Martin, 13009, Marseille, F, Téléphone : (+33) 4 91 16 42 53, Courriel : [travaux@dr12.cnrs.fr](mailto:travaux@dr12.cnrs.fr), Code NUTS : FRL04, Adresse internet : <http://www.provence-corse.cnrs.fr>

La communication électronique requiert l'utilisation d'outils et de dispositifs qui ne sont pas généralement disponibles. Un accès direct non restreint et complet à ces outils et dispositifs est possible gratuitement à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntreprisePremiereVisite>

**I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR**

Organisme de droit public

**I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE**

Autre activité : recherche

**SECTION II : OBJET****II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ**

II.1.1) Intitulé : Accord cadre portant sur la réalisation d'une galerie souterraine " projet MIGA " au Laboratoire Souterrain à Bas Bruit LSBB.

Numéro de référence : 2017-019

**II.1.2) Code CPV principal :**

Mots descripteurs : Génie civil  
Descripteur principal : 45221250  
Descripteur supplémentaire :

**II.1.3) Type de marché**

Travaux

II.1.4) Description succincte : Accord cadre mono attributaire à bons de commande et à marchés subséquents.

**II.1.5) Valeur totale estimée :**

Valeur hors TVA : euros

**II.1.6) Information sur les lots :**

Ce marché est divisé en lots : non

**II.2) DESCRIPTION****II.2.1) Intitulé :**

Lot n° :

**II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)**

Mots descripteurs : Génie civil  
Code CPV principal : 45221250  
Descripteur supplémentaire :

**II.2.3) Lieu d'exécution**

Code NUTS : FRL06

- Lieu principal d'exécution : Rustrel
- II.2.4) Description des prestations : La réalisation d'une galerie souterraine dans un ouvrage existant de faible dimension présente une complexité importante. Les moyens techniques à mettre en œuvre seront contraints par l'ouvrage existant. La présente consultation a pour objet la réalisation d'une galerie souterraine " projet MIGA " au laboratoire souterrain à bas bruit LSBB à RUSTREL, sous forme d'un accord cadre de travaux mono attributaire, donnant lieu en partie à l'émission de bons de commande et en partie à la conclusion de marchés subséquents, en application de l'article 78 I du décret N°2016-360. Les travaux qui relèvent de l'émission des bons de commande sont des travaux de préparation et des travaux souterrains de réalisation de l'ouvrage. Les travaux qui relèvent des marchés subséquents portent sur des situations imprévues relevant de solutions techniques ne pouvant pas être décrites au BPU.
- II.2.5) Critères d'attribution  
Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché
- II.2.6) Valeur estimée  
Valeur hors TVA : euros
- II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique  
Durée en mois : 48  
Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : non  
Description des modalités ou du calendrier des reconductions :
- II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer  
Nombre minimal envisagé : 3 / Nombre maximal : 5  
Critères objectifs de limitation du nombre de candidats : La capacité technique : références à des ouvrages similaires : 30% La capacité professionnelle : 50% o Moyens humains et matériels : 20% o Compétences dans des travaux souterrains : 30% o Compétence en gestion environnementale : 10% La capacité financière : 20%
- II.2.10) Variantes  
Des variantes seront prises en considération : oui
- II.2.11) Information sur les options  
Options : non
- II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques
- II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne  
Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : oui  
Identification du projet : CPER 2015 - 2020
- II.2.14) Informations complémentaires : - Le délai global d'exécution des travaux est de 24 mois (période de préparation et d'installation de chantier de 4 mois comprise) à compter de la notification du bon de commande et du marché subséquent. - Le mandataire du groupement conjoint est solidaire - Un seul candidat comme mandataire d'un seul groupement ; les cotraitants/sous traitants peuvent se présenter dans plusieurs groupements.

### **SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**

- III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION
- III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession  
Liste et description succincte des conditions :
- III.1.2) Capacité économique et financière  
Liste et description succincte des critères de sélection : Une lettre de candidature établie à partir du formulaire DC1 ; La déclaration du candidat établie à partir du formulaire DC2 ; Les pouvoirs de la personne habilitée à engager la société (statuts de la société, extrait K bis et/ou délégation de pouvoir donnée au signataire par une personne habilitée à représenter juridiquement la personne morale, ...) ; La copie du ou des jugements prononcés à cet effet, si le candidat est en redressement judiciaire ; Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ; Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :
- III.1.3) Capacité technique et professionnelle  
Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Liste des travaux en souterrains et géotechnique précisant les travaux (avec Diamètre inférieur à 5.0m), exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, indiquant le nom du maître d'ouvrage, le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisant s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ; - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique - Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants : Identification Professionnelle 1521 et 1522 selon la Nomenclature des Travaux Publics Référentiel de mars 2017 (la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen) - L'indication des mesures de gestion environnementale Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :
- III.1.5) Informations sur les marchés réservés :
- III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ
- III.2.1) Information relative à la profession  
Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :
- III.2.2) Conditions particulières d'exécution : Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du décret n°2016-360. Le CNRS a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance n°2015- 899 en incluant dans le CCAP une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique, action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le titulaire devra assurer 3 060 heures d'insertion.
- III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché
- III.2.4) Marché éligible au MPS  
La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

### **SECTION IV : PROCÉDURE**

- IV.1) DESCRIPTION
- IV.1.1) Type de procédure  
Procédure concurrentielle avec négociation
- IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique  
Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre  
Accord-cadre avec un seul opérateur  
Dans le cas d'accords-cadres - justification d'une durée dépassant quatre ans :
- IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue
- IV.1.5) Information sur la négociation  
Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations
- IV.1.6) Enchère électronique :
- IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)  
Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui
- IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF
- IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure  
Numéro de l'avis au JO série S :
- IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation  
27 novembre 2017 - 12:00

## IV.2.3) Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

Date :

## IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

## IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :

L'offre doit être valable jusqu'au :

ou

Durée en mois : 4 (A compter de la date limite de réception des offres)

## IV.2.7) Modalité d'ouverture des offres

Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture :

**SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**VI.1) **RENOUVELLEMENT**

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :

VI.2) **INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES**VI.3) **INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

- La présente consultation est passée selon la procédure concurrentielle avec négociation, en application des articles 42-1°-b) de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics modifiée, ainsi que des articles 25 I 2°, 25-II-4° et 71, 72 et 73 et 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. - L'Accord cadre est mono attributaire sans montant minimum et sans montant maximum. - La visite des locaux est obligatoire pour les candidats invités à soumissionner. - Prestations similaires : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires, en application de l'article 30 I 7° du décret n°2016-360

VI.4) **PROCÉDURES DE RECOURS**

## VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 24 rue Breteuil, 13006, Marseille, F, Téléphone : (+33) 4 91 13 48 13, Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr), Fax : (+33) 4 91 81 13 87

## VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

CCIRA de MARSEILLE, Pre&#769;fecture de la re&#769;gion PACA SGAR - Place Félix Baret - CS 80001, 13282, Marseille Cedex 06, F, Téléphone : (+33) 4 84 35 45 54, Fax : (+33) 4 84 35 44 60

## VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : - référé précontractuel en application des articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative, avant la signature de l'accord-cadre. - recours en référé contractuel en application des articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative, après la signature de l'accord cadre, au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution Ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours en référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative, dès lors que le pouvoir adjudicateur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 du même code et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours. - recours en appréciation de validité, après la signature de l'accord cadre, éventuellement assorti d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution

## VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 24 rue Breteuil, 13006, Marseille, F, Téléphone : (+33) 4 91 13 48 13, Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr), Fax : (+33) 4 91 81 13 87

VI.5) **DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**

27 octobre 2017

**Éléments de facturation :**Votre référence de commande au BOAMP : **17-152542**

Libellé de la facture : CNRS - SCTD - 0012 2 allée du Parc de Brabois TSA 61004, F-54519 Vandoeuvre-les-Nancy Cedex.

Siret : 18008901303720

Classe de profil : Etat

**Indexation de l'annonce :**Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 27 novembre 2017

Objet de l'avis : Accord cadre portant sur la réalisation d'une galerie souterraine « projet MIGA » au Laboratoire Souterrain à Bas Bruit LSBB.

Nom de l'organisme : CNRS Marseille

Critères sociaux ou environnementaux : Environnementaux 

ACCR3432301



&gt; Informations légales